

Chapitre 3 : **Introduction aux systèmes économiques**

Introduction

De nos jours, deux grands systèmes d'organisation de l'activité économique se partagent le monde ; le capitalisme et le socialisme. La confrontation de ces systèmes représente l'un des débats politiques et scientifiques essentiels de la fin de XXe siècle. En effet, ces deux systèmes sont très contrastés. Ils sont en désaccord sur les moyens utilisés, les fondements et les principes d'organisation économique et sociale d'un État.

La fin des années 1980 a sonné la fin de systèmes socialiste. Avec la crise économique de 2008, cette dualité revient relativement dans le débat sur les politiques publiques. La tendance des mutations en cours dans les structures économiques et sociales conduit aujourd'hui vers des systèmes mixtes, notamment dans les pays en voie de développement. il existe ainsi trois types de systèmes économiques : l'économie planifiée socialiste, l'économie mixte, l'économie de marché capitaliste.

Ainsi, ce troisième chapitre répondra aux questions suivantes :

- Qu'est-ce qu'un système économique ?
- Quels sont les différents systèmes ?
- Pourquoi il y a plusieurs systèmes économiques ?
- Quels sont les avantages et les inconvénients de chaque système ?
- Quel est le système économique le plus fréquent dans le monde ?

Section 1 : Généralités sur le système économique

Tout pays est amené à s'interroger sur le choix de ses règles de fonctionnement et d'organisation de ses activités économiques. Précisant qu'un système économique est un concept principalement idéologique à la fois économique, sociologique et politique.

1.1 Définitions.

- 1- Un système économique est la manière dont les hommes s'organisent pour produire, répartir et échanger les richesses.
- 2- Le système économique est un mode général d'organisation, c'est-à-dire, un ensemble d'institutions, mobiles et mécanismes régissant l'activité économique (production, échanges, répartition des richesses. (Capul, J.-Y. 2004).

3- Le système économique est le cadre juridique et politique dans lequel se déroule l'activité économique.

D'une manière globale, le système économique est un modèle théorique d'organisation à la fois économique, sociale et politique d'un pays qui a un effet sur le développement économique, car il conditionne l'affectation des ressources : c'est un mode de répartition des ressources.

Le système économique se manifeste concrètement, au sein d'un pays, par des articles constitutionnels, des lois, des règlements, qui régissent l'activité économique et imprègnent les habitudes et les comportements individuels.

1.2_ Objectifs de tout système économique

Comme nous venons de le mentionner précédemment, globalement le système économique vise à accomplir des objectifs multiples à la fois économiques, sociaux et politiques.

En s'intéressant prioritairement à la dimension économique, le système économique, en tant que mode d'organisation d'activité économique, vise à concrétiser les objectifs déjà identifiés comme les objectifs de base de la science économie qui consistent à lutter contre la rareté. Cela consiste à :

- Efficacité d'utilisation de richesses économiques en optimisant leur allocation.
- Compétitivité économique.
- Amélioration de niveau de vie et de bien-être social.
- Équité dans la répartition des revenus.

De débat théorique sur les objectifs du système économique dans l'économie nationale ressortent généralement quatre grands objectifs :

1.2.1_Plein emploi

Le système économique vise la lutte contre le chômage. Il vise à assurer l'utilisation la plus efficace de l'ensemble des facteurs de production disponibles dans l'économie (richesses du pays), notamment la force de travail. Le taux de chômage est un indicateur pertinent sur les problèmes économiques.

1.2.1.2_Croissance économique

Elle est l'un des objectifs les plus recherchés. Nous nous intéressons également à la répartition (juste et équitable) des fruits de la croissance entre les différents secteurs d'activité et les catégories d'acteurs économiques (investisseurs, salariés, citoyens). Une grande partie de la population doit être touchée par les dividendes de la croissance (ex. : pauvres et riches). La croissance doit atténuer les inégalités sociales. L'intérêt de cet objectif de cette croissance devient très évident pour le développement du pays.

1.2.3_Equilibre extérieur

L'objectif est de garantir des échanges monétaires et commerciaux équilibrés avec le reste du monde. Il faut veiller à la stabilité du taux de change et ensuite au taux de devises disponibles. Les déséquilibres extérieurs au sein du pays freinent la consommation des produits nationaux et diminuent la production et augmentent le chômage.

1.2.1.4_Stabilité des prix

La lutte contre l'inflation est un objectif essentiel. Un taux d'inflation élevé est un signe de mauvaise santé économique. La stabilité des prix garantit une bonne visibilité pour les agents économiques et encourage le développement des activités économiques en garantissant un certain équilibre sur les marchés. La variation des prix trouble les messages du marché aux agents économiques. L'inflation renchérit les produits nationaux à l'étranger ce qui augmente le risque de déficit commercial. L'inflation affecte aussi la répartition des revenus entre agents économiques.

Section 2 : Fonctionnalités et types de système économique

Le type de système, au sein d'un pays, est choisi librement par les membres d'une société dans les pays à régime démocratique et imposé de force par les autorités au pouvoir dans les régimes politiques autoritaires ou dictatoriaux.

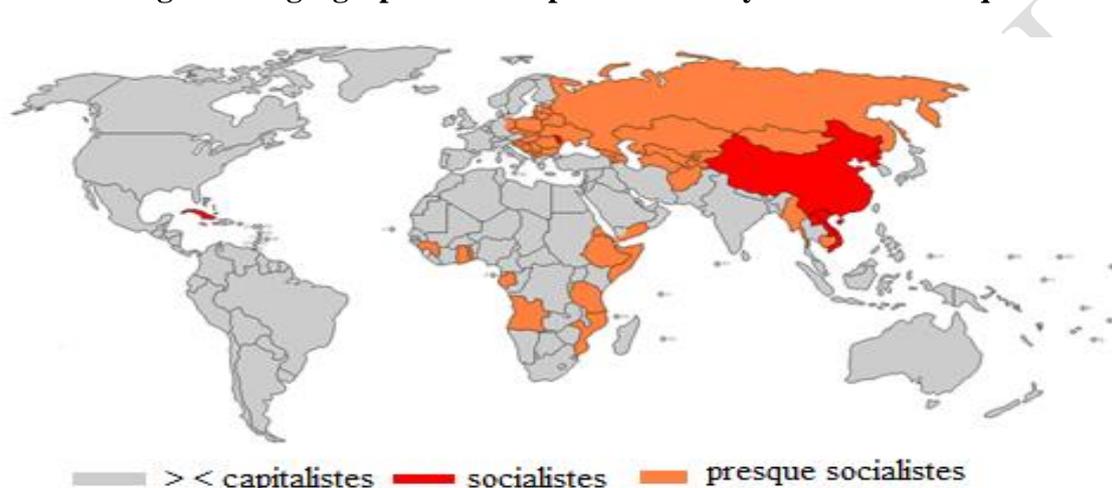
En réalité, il y a autant de variantes de systèmes économiques que de pays. Chaque pays adopte un système économique propre à lui. Mais, généralement, nous pouvons tout de même essayer de dégager les principales caractéristiques des deux systèmes économiques les plus importants dont se sont inespérés les différents pays économie capitaliste et économie socialiste.

Les systèmes économiques varient en fonction des régions et des époques. Les pays occidentaux suivent une organisation fondée sur le capitalisme. Le système économique des

pays de l'ex-bloc de l'est sont fondés sur le principe de l'économie communiste. Les pays sous-développés suivent une organisation mixte.

Les USA, UK, le Japon, la Suisse, la France, la Suède... ont des systèmes différents à bien des égards, mais ils partagent les caractéristiques fondamentales du capitalisme. La Corée du Nord, Cuba et la Chine dans certaines mesures ont aussi des systèmes différents sur bien des points, mais ils partagent les caractéristiques fondamentales du socialisme.

Figure 12 : géographie de la répartition des systèmes économiques.



Après la 2^e Guerre Mondiale, le monde a connu des bouleversements qui, sur le plan économique, ont abouti à l'instauration de deux principaux blocs de modèles économiques : le capitalisme et le socialisme. Ces deux systèmes économiques se caractérisent par des structures économiques et sociales différentes malgré leur plus ou moins longue évolution. Vers la fin de la guerre froide à la fin des années 1980, un troisième système économique verra le jour, c'est le système mixte. Actuellement, au XXI^e siècle, nous assistons à la fin des systèmes socialistes et à des mutations des systèmes capitalistes.

Analyser un système consiste à déterminer les éléments fondamentaux de ce système et ses objectifs. Un élément sera fondamental (de base) si sa suppression remet en cause le système tout entier.

2.1_ Système capitaliste (libéralise, économie de marché)

Le système capitaliste d'aujourd'hui n'a pas toujours existé. Il est issu d'un ensemble de circonstances historiques et de faits sociaux qui se sont combinés au progrès technique pour constituer un système appelé à évoluer encore.

2.1.1_Origine du capitalisme

La logique capitaliste est née au début de commerce à la fin du Moyen-âge et se développe avec développement les échanges commerciaux entre continents. Au cours du XVIII^e siècle, les classiques libéraux donnent des fondements moraux au capitalisme ; l'accroissement de la production nationale et un mode de régulation par le marché. En effet, après la première révolution industrielle, le capitalisme se renforce et se structure dans les pays occidentaux puis il s'étend au-delà de leurs frontières et connaît une expansion de type colonial. Puis le capitalisme parvient à une phase de son évolution longtemps considérée comme son apogée : la "société de consommation".

Le système capitaliste est le système économique le plus répandu. Le capitalisme est un système commun à de nombreux pays, généralement développés, mais présente des formes très diversifiées qui se basent sur les mêmes fondements. Le capitalisme repose toujours sur un certain nombre de lois qui constituent ses fondements. Par exemple, les capitalismes suédois ou néerlandais, dans lesquels l'État et la protection sociale jouent un rôle prépondérant, sont fort différents du capitalisme américain beaucoup plus libéral ; de même il est difficile de comparer le système français, encadré et réglementé, avec le capitalisme "sauvage" des nouveaux pays industrialisés.

Économie de marché : économie caractérisée par la régulation marchande : les échanges sont assurés et régulés par le marché (Sloman, J. & Wride, A. 2011. P.21).

2.1.2_Définition et fondements du capitalisme.

La définition et les fondements du capitalisme sont certifiés par le courant classique de la pensée économique notamment par les libéraux à leur tête l'économiste écossais des Lumières Adam Smith (1723-1790). Rappelant que A. Smith est le père de l'économie politique. Les économistes classiques sont des libéraux ; c'est une doctrine qui affirme le caractère fondamental de la liberté individuelle dans les domaines politiques et économiques et qui s'oppose à toute forme d'intervention de l'État.

2.1.2.1_Définition du capitalisme.

Le capitalisme n'a pas de définition qui serait unique. L'ensemble des auteurs s'accordent à le définir à partir de ses caractéristiques :

Le capitalisme est un système économique où les moyens de production appartiennent à des entreprises privées ou à des particuliers. Au sein de ce système

prédomine le capital financier et les prix des biens sont fixés par le marché qui se veut être libre. Il repose sur le postulat que l'État ne doit pas intervenir dans l'économie parce que les individus sont meilleurs décideurs que lui (Capul, J.-Y. 2004).

Le système capitaliste est généralement démocratique, cependant, il existe des capitalismes non démocratiques. Les systèmes capitalistes de type corporatiste, fascisme, nazisme, etc., et actuellement, nous pouvons encore l'observer, dans certains pays du Proche-Orient et surtout d'Amérique Latine.

2.1.2.2_ Fondements du capitalisme

Une des caractéristiques essentielles du capitalisme est de fonctionner sur la base de la recherche du profit par le capitaliste, l'accumulation du capital et que l'État intervient que pour fixer des règles. En d'autres mots, le capitalisme se base sur l'accumulation de profits pour accumuler de la richesse et le réinvestissement des bénéfices dans la production.

L'esprit capitaliste glorifie le libéralisme et l'individualisme, il repose sur des fondements :

- Juridiques (droits des citoyens et la liberté d'entreprise),
- Idéologiques (libéralisme : l'individualisme et les lois du marché) et
- Économiques (les lois naturelles régissant l'économie et le rôle moteur du profit). Le libre jeu du marché et la non-intervention de l'État, le rôle de l'intérêt individuel dans le comportement de l'agent économique en est les principes essentiels.

Ces fondements représentent l'économie de marché pure ou de « capitalisme sauvage » qui a atteint son apogée à la fin du XIXe siècle.

En résumant, les caractéristiques du capitalisme sont :

Liberté d'entreprendre (libéralisme) : il confère aux citoyens des droits en matière de liberté d'action et de propriété individuelle. Le capitalisme consacre la liberté :

- La liberté de de la propriété, gérer ses propres biens et fortunes.
- La liberté du travail, chaque individu a le droit de choisir son activité, sa profession.
- La liberté d'entreprise, tout individu est libre de créer une entreprise pour réaliser un profit qui lui permet d'accroître son capital.

L'usage de ces libertés est guidé par l'intérêt personnel, car en système capitaliste, les agents économiques sont seuls juges de ce qui est bon pour eux. L'intérêt personnel est le meilleur garant de l'efficacité économique (Cordon J.L. & Blanc, F. 1992. P.9).

La propriété privée des moyens de production (capitalisme): Elle stipule que tout citoyen qui dispose de richesse, donc du capital, a la liberté de créer sa propre entreprise donc des moyens de production. Tous les moyens de production (entreprises) appartiennent en principe à des particuliers. Cette propriété privée se manifeste sur le plan juridique par le droit à la propriété individuelle. En effet, le régime capitaliste existe dès lors que les individus ont le droit de posséder et de disposer librement des biens de production et des fruits de leur utilisation.

La recherche du profit : la conduite par le profit (l'individualisme positif), c'est la motivation fondamentale du système capitaliste. Le capitaliste, l'entrepreneur, aspire à la grandeur et au succès, l'argent produit l'argent. Il a le droit d'en faire libre usage ; de l'accumuler, de l'échanger, de l'investir pour toujours plus de profit. Il considère ce capital comme le résultat de sa prise de risque. L'individuel positif ou l'égoïsme positif pousse à l'utilisation la plus efficace possible des ressources.

La libre concurrence (concurrence pure et parfaite) : c'est la compétition entre les entreprises qui ont le même objectif (même produit) et qui recherchent les mêmes avantages (part de marché). Elle se traduit par une libéralisation croissante des marchés. Chaque entreprise a la liberté de vendre à des conditions qu'elle souhaite c'est-à-dire d'user les moyens qui lui semblent meilleurs (prix & qualité) pour captiver la clientèle y compris celle de ses adversaires. Mais cette libre concurrence entraîne la concentration des entreprises et l'élimination des plus faibles au profit des plus forts. L'État doit empêcher la formation des cartels et des monopoles qui peuvent contrôler tout un marché et altérer la concurrence.

Non-intervention de l'État dans l'économie (économie de marché): la devise de système capitaliste est "laissez faire, laissez aller", donc la décentralisation. Cela signifie que l'État se désengage du fonctionnement de l'économie, pas de planification et pas de centralisation de la décision économique. L'État doit se contenter des fonctions de régulation de l'État gendarme, de justice, de sécurité et de défense, c'est-à-dire, établir la défense des droits de propriété, la liberté d'entreprendre et la concurrence. L'État assure le respect des règles libérales. La concurrence est la règle fondamentale du capitalisme est que les gens

devraient être en concurrence libre sans ingérence du gouvernement ou de toute autre force extérieure.

L'économie de marché (ou décentralisée) désigne une économie qui fonctionne grâce à des marchés (la Bourse) où se confrontent librement ceux qui veulent échanger, les consommateurs et les producteurs selon la fameuse "loi de l'offre et de la demande". Elle permet d'optimiser l'allocation des facteurs en les dirigeant là où ils seront employés le plus efficacement.

2.1.3 Modèles du système capitaliste

La structure de système capitaliste se transforme au fur et à mesure de l'évolution des éléments qui le composent, notamment sous l'impulsion du progrès technique. Aussi distingue-t-on un capitalisme commercial qui se met en place vers la fin du Moyen Âge et qui perdurera jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. Un capitalisme industriel et bancaire qui couvre le XIX^e siècle. Enfin le capitalisme contemporain, ou néocapitalisme, qui apparaît vers la fin du XIX^e siècle, mais qui se développera surtout après la Seconde Guerre mondiale, le secteur économique qui domine le plus dans l'économie d'un pays forme un modèle de capitalisme.

2.1.3.1 Capitalisme industriel

Un modèle qui a couvert le XIX^e siècle. Il se caractérise par une forte concentration des entreprises industrielles, où quelques firmes industrielles dominent l'activité économique. Il aussi caractérisé par une division accrue de travail entre les agents productifs et, surtout, par l'utilisation du progrès technique.

2.1.3.2 Capitalisme financier

Le secteur financier domine l'activité économique. Une économie où le profit est basé sur des produits financiers sur les marchés financiers (la bourse), des ventes ou achats d'actions, ou des spéculations sur les matières premières. Un modèle du capitalisme qui inclut l'existence d'institutions financières bien développées, parce que le capitalisme, par sa nature, est avant tout un système basé sur la finance. C'est pourquoi le développement d'institutions financières joua un rôle essentiel dans son émergence, puis dans son essor.

2.1.3.3 Capitalisme entrepreneurial

Un modèle qui émerge à la fin du XIX^e siècle se distingue par des entreprises se finançant à la bourse par des actionnaires-entrepreneurs où les choix des entreprises sont liés

à l'intérêt des actionnaires. L'activité économique est encouragée par une dynamique entrepreneuriale forte.

2.1.3.4_Capitalisme monopoliste d'État

Un modèle postérieur à la Deuxième Guerre mondiale caractérisé par l'importance des secteurs publics et la sous-profitabilité des entreprises publiques qui permet de détourner une part des profits vers les entreprises privées fragilisées par la crise structurelle de l'entre-deux-guerres. Dans ce modèle les appareils étatiques sont mis au service de l'économie afin de limiter la baisse tendancielle du taux de profit pour les capitaux et l'initiative privés.

2.1.3.5_Capitalisme cognitif,

Un modèle qui a commencé dans les années 1990, souvent dénommé l'économie du savoir et de la connaissance. Il favorise et il est favorisé par la mutation des conditions de production, où il est fait de plus en plus appel au capital-savoir qui accélère le progrès technique. Il se base sur l'éducation, les ressources humaines, le système d'innovation et les infrastructures d'information.

2.1.3.6_Capitalisme anglo-saxon /continental

Le modèle anglo-saxon, en premier lieu les États-Unis, est connu par une plus large acceptation du risque dans la société. Une plus grande place accordée à la prise de risque. Il est caractérisé par la flexibilité du marché du travail, la faiblesse de la pression fiscale donc du rôle de l'Etat, permet donc le financement des entreprises sur les marchés financiers. Le modèle anglo-saxon est souvent qualifié de capitalisme pur qualifié même de capitalisme sauvage tellement il est dérèglementé, une forme de libéralisme extrême.

Alors que dans le modèle de capitalisme coopératif d'Europe continentale est plus réticents au risque, le choix des entreprises est lié aux intérêts de toutes les parties prenantes, salariés, dirigeants, actionnaires... (responsabilité sociale de l'entreprise). Cela implique un marché du travail réglementé, financement à long terme plus sûr entre entreprises et banques, partage des revenus moins défavorable aux salariés, rendement des fonds propres plus faible que dans le modèle anglo-saxon ; les entreprises contribuent davantage au financement des dépenses sociales, donc à une pression fiscale plus forte sur les entreprises (Artus, P. 2002, P. 545).

2.1.4 Avantages et inconvénients du capitalisme

2.1.4.1 Avantages du capitalisme

- La liberté individuelle permet un développement harmonieux et complet de la personne humaine.
- L'intérêt personnel et la recherche du profit dans un environnement concurrentiel sont des stimulants de l'activité humaine, au progrès et aux inventions, à l'accroissement de la productivité (plus d'efficacité) et à l'amélioration du bien-être général.
- La concurrence incite les entreprises à devenir plus performantes (produits de qualité à moindre coût) et les stimule à satisfaire au mieux les besoins des consommateurs, ce qui permet une amélioration continue de la production.
- Incite à un dynamisme entrepreneurial et à la production de masse ce qui lui permette d'enregistrer des taux de croissance importants. Il assure ainsi un dynamisme économique soutenu en dehors des périodes de crise.
- Du fait de la concurrence, le capitalisme ne maintient pas artificiellement et de manière ruineuse les entreprises déficitaires pour la collectivité.

2.1.4.2 Inconvénients du capitalisme

Les inconvénients ou les limites du capitalisme en tant que système économique sont abordés ici brièvement, pour plus d'approfondissement, consultez « l'analyse critique marxiste du système capitaliste » ci-dessous.

- Le pouvoir très important de capital financier sur la majorité de processus productif conduit à ce que le revenu du capital engendre toujours un degré d'exploitation des salariés (prolétariat). Il y a un conflit structurel entre capital et travail.
- Le système capitaliste crée des inégalités sociales considérables entre les individus, trop riches (bourgeois) et trop pauvres (les prolétaires). Des inégalités qui sont loin d'être toujours justifiées par le mérite ou par le travail, cela d'autant moins qu'elles sont perpétuées par l'héritage.
- La création des monopoles. Les possibilités de concentration vont à l'encontre du principe de concurrence et favorisent la constitution d'entreprises très puissantes qui dominent les marchés.

- La négligence des activités d'intérêt général qui ne sont pas rentables résultant de l'exploitation prioritaire des activités qui dégagent les profits les plus élevés.
- Provoque des crises. Ce système peut difficilement éviter les fluctuations économiques importantes qui font alterner des périodes de prospérité avec des périodes de dépression. L'économie capitaliste évolue par cycles et elle provoque des crises" qui sont économiquement, socialement et politiquement catastrophiques.
- L'un des inconvénients à long terme du capitalisme est la pollution de notre planète.

On peut discuter très longtemps des avantages et des inconvénients du capitalisme. En résumé, la majorité des économistes soutiennent que le capitalisme est le meilleur système de répartition des ressources rares, mais il génère des crises et des inégalités.

Encadré N° 8 :

Les multiples formes de capitalisme et de socialisme

Il existe différentes formes de capitalisme, qu'on peut classer de plus libéral (les États-Unis) à moins libéral (la France une forme de capitalisme très régulé) en fonction du, du degré de concurrence sur les marchés, etc. Il existe aussi différentes formes de socialisme en fonction de degré de centralisation et de planification de l'économie par l'État, le poids donné à l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie (tolérance d'existence d'entreprises privées, fixation des prix, des salaires...)

L'ouvrage classique de Michel Albert, paru à la chute de l'URSS, distinguait ainsi le capitalisme rhénan (Allemagne, Japon), une forme de capitalisme où une part significative de l'économie est planifiée, et le capitalisme anglo-saxon (plus libéral, avec une place plus forte du financement actionnarial, etc.).

Dès l'instant où il existe une classe d'entrepreneurs, où les moyens de production sont en partie privée et où il existe une concurrence marchande, nous pouvons parler de capitalisme.

À l'inverse, lorsque les prix n'ont plus aucune signification parce qu'ils sont très majoritairement fixés par l'État (et que, par conséquent, un vaste marché noir apparaît), lorsqu'une grande partie de la production est contrôlée par le gouvernement et que par conséquent il n'y a pas de concurrence, nous ne pouvons plus parler de capitalisme. L'exemple de la Chine montre qu'il peut exister des régimes hybrides, à mi-chemin entre capitalisme et communisme. Néanmoins ces exemples restent rares et l'histoire a montré que les régimes communistes ont cherché à abolir la propriété privée des moyens de production et la concurrence, devenant de fait des régimes non capitalistes (communistes)."

Le système capitaliste persiste et prospère. Il existe de nombreuses raisons à cela. Il s'auto-entretient, la productivité liée au capitalisme qui permet la consommation de masse qui permet de combler l'avidité (insatiabilité) de l'homme. Le système économique alternatif (socialisme) s'est soldé par un échec économique et politique, car, en réalité, c'était un capitalisme d'État géré par des fonctionnaires.

2.2_Système socialiste

À l'échelle de l'histoire du monde, le système socialiste fut bref, un projet temporaire dans le cours des événements historiques. Nous assistons à de même que l'effondrement d'une partie du monde communiste et la survie du reste. À son apogée le socialisme, son autorité s'étendait sur 26 pays et le tiers de la population mondiale.

Pourquoi n'ai-je mentionné qu'une seule sorte de système socialiste ? Le système socialiste en Union soviétique n'était pas, sous Staline, le même que sous Khrouchtchev. Le socialisme hongrois de János Kádár était différent du socialisme polonais de Gomulka, de Gierek et de Jaruzelski. En outre, est-il correct d'employer la même expression « système capitaliste » pour désigner les arrangements des États-Unis et de la Suède d'aujourd'hui ? Il y a autant de systèmes que de pays et de périodes historiques. Ceux qui suivent cette ligne de raisonnement affirment que la forme plurielle devrait être utilisée : nous devons parler de systèmes socialistes et de systèmes capitalistes (Kornai, J. 1999).

Les fondements de ce système en tant que théorie économique se basent sur les travaux du Karl Marx qui a inventé le marxisme en faisant une critique du système capitaliste. (Les idées socialistes sont très anciennes, déjà dans l'antiquité des auteurs critiquaient l'individualisme et l'injustice sociale) Ainsi, le socialisme (collectivisme) est une réponse au capitalisme et à ses contradictions. Karl Marx suggère d'éliminer les contradictions du capitalisme qui correspondent à la propriété privée, l'injustice sociale et l'accumulation des profits. Le socialisme met en avant la solidarité (et la justice) au sein de la société sans supposer, théoriquement, à l'individualisme en tant que droit de chaque individu à exister et à être libre. Karl Marx illustre le passage du capitalisme au socialisme par la phrase, « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins »

Karl Marx (1867) et Friedrich Engels (1884), les pères de collectivisme, ont bouleversé le monde. Jusqu'à la publication de leur *Manifeste communiste de 1848*, une grande partie du monde occidental suit le capitalisme. Marx pensait que le système économique collectiviste remplacerait le capitalisme. Le communisme est basé sur des principes destinés à corriger les problèmes causés par le capitalisme.

2.2.1_Analyse critique marxiste du système capitaliste.

On a préféré d'inclure une brève analyse critique du capitalisme, dans ce polycopié du cours, afin de permettre aux étudiants de comprendre les enjeux idéologiques et économiques entre les deux systèmes économiques, socialistes et capitalistes. Une façon de

fait acquérir aux étudiants l'esprit critique tant essentiel pour un économiste. C'est aussi une façon d'initier les étudiants à l'analyse et au débat en économie.

L'analyse marxiste est en désaccord avec l'analyse libérale en tous points : le but commun, le moteur du système (n'est plus l'intérêt individuel) et l'élément fondamental (n'est plus le marché).

La critique marxiste de l'individualisme libéral repose sur la distinction entre droits formels et droits réels. Le système juridique en vigueur dans les pays capitalistes donne la liberté sur le papier alors que les rapports de production contraignent le prolétariat à se vendre. L'égalité proclamée, occulte le rapport d'exploitation conduisant à la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie.

2.2.1.1 Prolétariat et bourgeoisie, injustice sociale.

Le prolétariat est la partie du peuple dépourvu de moyens de production et contraint d'offrir sa force de travail. Le prolétariat ne peut et ne pourra pas accéder à la propriété des moyens de production, notamment de capital. Le prolétariat est pauvre puisqu'il ne détient pas le capital et il n'a que sa force de travail à offrir.

La bourgeoisie est formée des capitalistes (riches) détenteurs des moyens de production. Le droit de propriété justifie leur pouvoir d'extorquer la plus-value ou surtravail au prolétariat.

C'est pour cette raison que les socialistes ne cherchent pas à réformer le système capitaliste, mais à le renverser.

2.2.1.2 Extorsion de la plus-value, l'homme exploite l'homme

L'extorsion directe de la plus-value dans l'entreprise par le salaire est à l'origine de la lutte des classes. Le salaire ne représente qu'une partie de la richesse produite par le **prolétaire**. L'autre partie est détournée par le **capitaliste** sous la forme de **plus-value** de telle sorte qu'une part du produit de son travail n'est pas payée au salarié. Marx appelle cette part de travail « surtravail ». Il en résulte une exploitation des producteurs (le prolétariat) par les non-producteurs (la bourgeoisie). L'extorsion de plus-value est le résultat d'une concurrence entre le travail et le capital dans le partage de la valeur ajoutée dans la production, la part de l'un ne peut augmenter que si la part de l'autre diminue ". le rapport de force détenu par le capitaliste justifie d'extorquer la plus-value.

L'extorsion indirecte de plus-value sur le marché. Les petits paysans, sous-traitants ... à l'intérieur d'un pays, ou des pays pauvres sont exploités dans leurs relations avec les pays riches. Dans ce cas, la plus-value passe par des canaux intermédiaires. Par exemple, le paysan indépendant juridiquement, dont les coûts de production sont élevés (terres peu fertiles, petite exploitation sans économies d'échelle, etc.) peut être obligé de baisser le prix de ses produits à cause de la concurrence des grosses exploitations dominantes ou d'une fixation autoritaire des prix. Son revenu est alors inférieur à la valeur de la richesse qu'il a produite.

2.2.1.3 La réalisation des profits comme seul objectif.

Si l'artisan médiéval travaille sur commandes, l'entrepreneur capitaliste produit en masse avant de savoir s'il vendra. De même, alors que la production de l'artisan répond directement au besoin de celui qui commande, l'entreprise capitaliste répond aux besoins du marché. Le marché devient ainsi l'intermédiaire obligé de l'entreprise. Il en résulte diverses conséquences :

- L'entrepreneur capitaliste prend le risque de ne pas transformer la plus-value en profit si la production n'est pas vendue ;
- Les biens ne sont plus produits pour leur valeur d'usage, mais pour leur valeur d'échange. L'entreprise capitaliste produit donc des « marchandises » c'est-à-dire des biens en vue de leur échange sur le marché ;
- La valeur d'échange primant sur la valeur d'usage provoque la transformation de marchandise en monnaie.

Ces critiques paraissent secondaires, mais l'origine des crises du capitalisme vient de là, la crise de 1929 sera un bon exemple, la surproduction.

2.2.1.4 La recherche effrénée de profits.

Faire des profits suppose, pour l'entreprise capitaliste, de trouver des marchés qui transformeront les plus-values en profit commercial, intérêts financiers, etc.

- Toute chose ou toute activité humaine peut devenir une marchandise. L'autoconsommation diminue ainsi au profit des marchés agroalimentaires et électroménagers.

- Tout territoire et toute population représentent, pour le capitalisme un marché potentiel au détriment des autres formes de transmission des biens. Les individus se retirent

derrière leurs produits et n'apparaissent plus que comme vendeurs ou acheteurs, propriétaires de marchandises, mais étrangers les uns aux autres, c'est-à-dire dépourvus de liens sociaux de parenté ou d'alliance, de subordination ou de préséance, incompatibles avec une telle opération.

2.2.1.5 Impérialisme.

La course au profit est la conséquence de l'extorsion de la plus-value de prolétaire. Or cette extorsion entraîne de nombreuses contradictions résolues par l'impérialisme, c'est-à-dire par l'exploitation de pays tiers. La course au profit explique la volonté de capitaliste de réduire les salaires et à accroître son capital technique au détriment de la main-d'œuvre alors que seul le travail est source de plus-value. Cette course au profit s'accroît avec la concurrence et en résulte du chômage, mais aussi une « baisse tendancielle du taux de profit ».

L'impérialisme permet de résoudre ces problèmes. Si les capitalistes veulent maintenir les profits à un niveau élevé au détriment du marché intérieur (politique de bas salaires), les débouchés extérieurs sont nécessaires pour éviter des crises de surproduction. Si, en revanche, le taux d'exploitation diminue à cause du niveau des salaires intérieurs ou d'un fort coefficient de capital, les entreprises capitalistes recherchent, dans les pays tiers, le moyen de reconstituer leurs profits :

- Soit, par la production directe dans ces pays
- Soit, par l'achat, aux pays du tiers monde, de produits agricoles ou de matières premières à bas prix permettant d'extorquer de la plus-value indirectement.

2.2.2 Définition et fondements du socialisme

Si les travaux théoriques sur le socialisme remontent à loin dans le temps (Karl Marx, 1867), sa mise en pratique ne date que de la révolution russe de 1917, depuis ce système a été adopté par l'URSS. Depuis la Seconde Guerre mondiale, plusieurs pays d'Europe de l'Est et les pays asiatiques, africains et d'Amérique latine se sont inspirés plus ou moins de ce système.

Si le capitalisme vise, en gros, l'accumulation privée de la richesse, le socialisme vise l'instauration d'une justice sociale, d'une équité dans la répartition de la richesse et d'une abolition des classes sociales.

2.2.2.1 *Définition du socialisme*

Le socialisme est un système économique et politique qui a comme objectif une société égalitaire et juste en prônant la propriété collective des moyens de production et d'échanges au nom de l'intérêt général.

Le mot socialisme entre dans le langage courant à partir des années 1820, dans le contexte de la révolution industrielle : il désigne alors un ensemble de revendications et d'idées visant à améliorer le sort des ouvriers en cherchant une organisation sociale et économique plus juste.

2.2.2.2 *Fondements du socialisme*

En ce qui concerne les fondements de ce système, nous pouvons les résumer en ;

Propriété collective des moyens de production.

La priorité est accordée à la collectivité, au peuple représenté par l'État : l'État occupe la première place et prend toutes les décisions importantes.

Les individus ne jouissent que de libertés et de droits restreints (Martory, B. et al. 1992. P. 17).

La propriété des moyens de production est collective (publique, étatique) les biens de consommation restent privés.

Économie planifiée et centralisée.

Inexistence de liberté d'entreprendre : c'est l'État qui établit un plan général et détaillé pour toute l'économie. Il s'agit d'une économie dirigée par organe centralisé (Sloman J. & Wride, A. 2011. P.20). Il détermine le genre et la quantité de la production et de consommation, les importations et exportations, les investissements, les prix des biens et des services.

La répartition des revenus se fait selon les besoins de chaque participant à l'activité économique (**égalité sociale**).

La planification centralisée de l'économie dont l'élément régulateur est la planification et l'élément moteur est l'autorité publique (l'État) (Penasa, S. & Tira. A.1996).

Les agents qui remplissent les objectifs du plan sont récompensés, sinon ils sont sanctionnés par l'État.

2.2.3 Modèles du système socialiste

Il existe deux types de systèmes collectivistes, le gouvernement exerce plus ou moins de contrôle sur l'activité économique.

L'étude des modèles du système socialiste renvoie à analyser, après la chute de URSS et l'effondrement du bloc socialiste, le contraste remarquable entre la trajectoire russe de transformation et les sentiers suivis par les pays d'Europe centrale et d'Asie. Elle apporte certains enseignements théoriques sur la transformation systémique, la privatisation et le rôle de l'État dans l'économie.

2.2.3.1 Économie marxiste classique

C'est la forme originale de socialisme telle qu'elle avancée par Karl Marx, habituellement appelé le socialisme scientifique ou le socialisme utopique. Il s'inscrit à l'origine dans une perspective de progrès et de confiance dans l'homme. Il est caractérisé par la volonté de mettre en place des communautés idéales régies par des règlements très contraignants.

2.2.3.2 Économie socialiste de marché

Une forme de système mixte qui combine la propriété publique ou des entreprises coopératives dans une économie de marché (Martory, B. et al. 1992. P. 13). Les prix des biens sont fixés par une méthode essai-erreur par un conseil central de planification. Un modèle de socialisme en application actuellement en chine.

2.2.3.3 Léninisme

C'est une forme économique planifiée centralisée. L'organisation basée sur politique de contrôle centralisé des moyens de production par un appareil de parti politique. C'est le premier régime communiste de l'histoire, appliqué par la Russie en temps de Vladimir Ilitch Lénine, comme son nom l'indique.

Dans ce système le gouvernement exerce le plus haut niveau de contrôle sur l'économie. Une économie dans laquelle le gouvernement possède la totalité. La planification centrale par le gouvernement dicte quels biens ou services sont produits, comment ils sont produits, et qui les recevra. En pratique, le léninisme pur est pratiquement inexistant aujourd'hui, et seuls quelques pays (notamment la Corée du Nord et Cuba) fonctionnent dans le cadre de systèmes économiques rigides et centralisés.

2.2.3.4 *Le concept social-démocrate*

Un modèle basé sur la production capitaliste en prenant le socialisme comme un ensemble de valeurs. Il prône la démocratie parlementaire et progressive qui conduiront vers le socialisme.

Le social-démocrate ne s'oppose pas au marché, à la propriété privée ou à la propriété publique ; au contraire, ils essaient d'atténuer les effets du capitalisme par un état de bien-être.

2.2.3.5 *Modèle est-asiatique*

Un modèle basé en une grande partie sur le marché libre, l'accumulation de capital par le profit et la propriété privée substantielle avec la propriété d'État des industries stratégiques monopolisée par un seul parti politique.

2.2.4 *Avantages et inconvénients du socialisme*

2.2.4.1 *Avantages du socialiste*

- La stabilité conjoncturelle ; pas de fluctuations économiques (prix, salaire, taux d'intérêt, chômage, production...)
- La répartition des revenus se fait d'une manière équitable.
- La planification assure le développement des secteurs les plus importants pour la collectivité (selon la planification)

2.2.4.2 *Inconvénients du socialisme*

- Les citoyens et les agents économiques souffrent de la restriction des libertés individuelles, politiques, économiques.
- L'absence d'intérêt personnel et le manque de motivation se traduisent par une faible croissance, production faible et souvent de mauvaises qualités, niveau de vie bas. Ce qui constitue un frein à l'innovation et à la créativité.
- Les erreurs de planification fréquentes qui handicapent l'économie et la société, abondance des biens invendables peu demandés et pénurie pour les plus essentiels, ce qui conduit à la création de marchés noirs et de la corruption.

- Si le chômage généralisé ne se manifeste pas, il règne à l'intérieur des entreprises un suremploi (Martory, B. et al. 1992. P. 21) et les employés ne sont pas affectés systématiquement au poste adéquat à leur qualification.
- La bureaucratie est généralisée dont les membres sont soustraits à la production directe, forme fréquemment une classe privilégiée, ce qui favorise la corruption et la lenteur de processus de production.
- Les pays socialistes sont prisonniers d'une chaîne de décision beaucoup plus lente, et, en l'absence de concurrence, n'ont pas la contrainte de productivité qui force les entreprises à être efficaces. La durée de vie de l'entreprise publique peut théoriquement être indéfiniment même si elle est inefficace et dépend des aides publiques.

Tableau 6 : Les représentations antinomiques du capitalisme et du socialisme

	Capitalisme	Socialisme
Logique des décisions et des comportements économiques	Un système combinant l'initiative privée, la libre d'entreprise, la décentralisation des décisions et la recherche du profit monétaire, en tant que pivots des décisions économiques.	Un système basé sur la centralisation des décisions économiques, sur la soumission des firmes à des objectifs quantitatifs de production, et sur la captation par l'État des profits monétaires des entreprises.
Modalités de financement	Un système monétaire actif véhiculant une contrainte universelle de remboursement pour les agents économiques.	Un système monétaire passif asservi aux objectifs du plan et perpétuant une contrainte de remboursement relâchée pour les entreprises.
Essence des relations de travail	Le salariat comme mode de production et de travail.	Des relations de travail, ignorant le salariat, basées sur la garantie de l'emploi et sur le droit au travail pour chacun.
Organisation des échanges	La décentralisation des échanges.	Des procédures centralisées de répartition des ressources et de circulation des marchandises.
Modes de coordination	La prépondérance du marché et de la concurrence comme modalités décentralisées de validation sociale des activités	Un mode de coordination bureaucratique fondé sur la planification des normes de production et d'échange et sur la prééminence des procédures administratives de validation des activités. Absence de mécanismes marchands de régulation et de sanction des décisions et des comportements.

	Les prix synthétisent les informations nécessaires à la réalisation des échanges ; ils reflètent la valeur réelle des biens.	Distorsion des prix : les prix comme des variables politiques de transfert des revenus et des richesses entre les secteurs économiques et les classes sociales.
Institutions économiques fondamentales	La propriété privée des moyens de production.	La propriété étatique des moyens de production.
	Liberté des contrats.	Contrats « administrés et encadrés » : attribution centralisée.
	Un État de droit puissant sa légitimité dans son autonomie à l'égard des	Un État omniprésent et un mode d'administration des comportements, subordonnant les champs économique et social aux intérêts de la « bureaucratie » au pouvoir.
Systèmes politiques	La démocratie représentative et le pluralisme politique.	Un pouvoir politique ayant pour ressort le parti unique.

Source : R. Motamed-Nejad, 1999, P.2021.

Encadré 9 :

Économie mixte ou système mixte

Une économie mixte est une économie dans laquelle coexistent deux types de propriétés de moyens de production, de nombreuses entreprises privées et un secteur public puissant.

Ce type de système essaye de tirer profit des avantages des deux systèmes en évitant les inconvénients ; autrement dit, c'est un mélange des idées de l'économie de marché et de l'économie collectiviste. Une économie où l'État contrôle directement une part importante de l'économie.

Parmi les exemples les plus courants de système économique mixtes, nous pouvons citer : Économie sociale de marché, Économie de transition, économie sociale-démocrate

L'État peut promouvoir la libre entreprise (ou privatisation des entreprises publiques) tout en se réservant certains domaines de l'économie par la nationalisation, ou alors peut privatiser toutes les entreprises tout en créant un cadre juridique qui limite sévèrement leur action et permet au gouvernement d'exercer un contrôle sur ces entreprises.

Exemples de fondements des économies mixtes :

L'intervention de l'État dans l'économie est généralement limitée et indirecte :

Il corrige les inégalités sociales et procède à une redistribution des revenus à l'aide des impôts.

Il légifère pour limiter les effets nuisibles des concentrations

Il encourage certaines activités d'intérêt général peu rentables à l'aide de subvention.

Il intervient à l'aide d'instrument de politique conjoncturelle (politique budgétaire et financière) pour limiter les fluctuations économiques (dépression, crise économique, chômage...)

Il se substitue parfois à l'entreprise privée dans le rôle d'entrepreneur, en contrôlant certains secteurs importants ou nationalisant certaines entreprises

Il aide les secteurs et les régions en difficultés ou défavorisées

Conclusion de chapitre

L'histoire nous a montré que le capitalisme est le seul système économique qui s'est révélé viable sur le long terme. Aujourd'hui, avec des degrés différents, la grande majorité des pays adoptent le capitalisme comme un mode d'organisation de l'économie et de la société. Le socialisme, en tant que système alternatif, s'est révélé viable sur un horizon de quelques décennies. Les pays socialistes, entre 1945 et 1990, se sont presque amorcés des transitions vers le capitalisme. En fait, l'échec du socialisme est flagrant, si l'on prend pour critère les objectifs et les valeurs mêmes auxquels ses protagonistes et ses défenseurs accordaient une importance fondamentale, en particulier l'objectif consistant à dépasser le capitalisme en termes de rationalité, d'efficacité et de bien-être, et finalement de le remplacer par le socialisme perçu comme un système économique historiquement plus avancé.

Si le socialisme est considéré comme une solution de substitution au capitalisme, le jugement global est plus nuancé dans la plupart des cas. Le retard économique par rapport aux pays capitalistes ne cesse pas de se creuser au cours des dernières décennies de vie de système socialiste.

Questions de cours :

Question 1 : Quels sont les principes de base du courant classique ?

Réponse : Les principes de base du courant classique sont :

Liberté individuelle : Donner la liberté totale aux individus d'agir par leurs propres initiatives sans faire face à des obstacles par une autorité supérieure. Les individus doivent bénéficier d'une totale autonomie dans les organisations et dans leur propre existence. Laisser fonctionner librement le marché.

Primauté du marché : (Liberté de marché : la libre concurrence). Le marché est le seul élément régulateur de l'activité économique. L'État doit assurer la concurrence pure et parfaite sur les marchés.

Non à l'interventionnisme : Le libre-échange entre les pays, éliminer les frontières. Le rôle de l'État doit être réduit au rôle de « gendarme ». Le rôle de l'État doit être réduit au rôle de maintien de l'ordre public tel que : la justice ; sécurité ; défense ; ...

Non à protectionnisme : Chaque individu doit être libre de fonder une entreprise et vendre ses produits. Être libre d'exprimer ses goûts et préférences ; chaque pays doit se spécialiser

dans la fabrication des produits pour lesquels il a des conditions meilleures que les autres pays.

Question 2 : le socialisme lutte contre la formation des classes sociales, quelles sont les classes sociales ?

Réponse : Les socialistes accusent le capitalisme d'être à l'origine des inégalités sociales et d'avoir créé trois types de classes sociales :

- La classe des propriétaires fonciers qui sont en possession des terres et perçoit une rente foncière ;
- La classe des entrepreneurs capitalistes qui fournissent le facteur capital (moyens de production) cherche le profit (bénéfice des sociétés) ;
- La classe des travailleurs qui fournissent le facteur « travail » perçoit un salaire en contrepartie de travail chez les entrepreneurs.

Question 3 : Citez l'analyse critique de Marx ?

Réponse : L'analyse de Karl Marx (1818-1883) est une critique de la pensée économique libérale de son époque. Marx procède à une analyse critique du système de production capitaliste :

Il réfute l'existence de ces lois économiques naturelles ou universelles ; chaque société à ses propres particularités et spécificités. Il considère le système capitaliste comme n'étant qu'une phase d'un processus historique général, alors que pour les classiques c'est plutôt un aboutissement. Il donne une explication dialectique et matérialiste, donc non naturelle de l'évolution des sociétés. Il critique le secret du profit, et la dynamique du capitalisme ; l'exploitation du travailleur qui possède la force de travail (le prolétaire) par le capitaliste qui achète cette force du travail.

Question 4 : La logique du capitalisme se base fortement sur le marché. Quelles sont les limites du marché ?

Réponse : Les économistes libéraux reconnaissent que le marché peut être défaillant dans le cas de certains biens et services (publics et d'intérêt collectif comme l'éducation, la santé, la défense nationale...). Ces défaillances justifient le développement de l'économie publique. Mais les interventions de l'État peuvent aussi avoir leurs imperfections. D'où, depuis vingt ans, le retour en force du marché dans la gestion des biens collectifs ou de l'environnement, des domaines pourtant éloignés de l'économie de marché. La condition de

concurrence pure et parfaite est rarement garantie sur les marchés. Les intérêts égoïstes de capitaliste poussent à la formation de monopole ou d'oligopole. Cette formation de monopole affaiblit le mécanisme autorégulateur des marchés ce qui déséquilibre les échanges commerciaux.

COURS Dr. ABBAS H.